

Fayt le 26 octobre 2005
Pour une nouvelle économie.
Nathanaël PINGAULT

Présentation de l'auteur :

Nathanaël Pingault est le fils aîné de Pascal et de Marie-Annick Pingault, Fondateurs de la Communauté du Pain de Vie, marié et père de trois enfants. Après des études de sciences physiques puis d'économie, il travaille comme haut fonctionnaire au ministère de l'agriculture en France.

Toutes les remarques me permettant d'approfondir les réflexions sont les bienvenues. Si vous souhaitez réutiliser ce texte pour vos propres travaux, merci de me le signaler.

Vous pouvez me contacter sur nathanael@altereco.com

Economie, oïkonomos en grec, signifie « la gestion de la maison ». En Grèce, la gestion de la maison était le domaine réservé des esclaves : elle n'occupait pas le cœur de l'existence, ni la place d'honneur dans la société. Autrefois travail d'esclave, l'économie est devenue la nouvelle religion du XXI^e siècle, le marché est notre nouveau Dieu. Les « lois du marché » sont présentées comme des lois naturelles, inéluctables : elles ne peuvent être critiquées, ni même comprises par le commun des mortels.

Comment en est-on arrivé là ?

Naissance de l'économie moderne

Au XVIII^{ème} s. Francis Hutcheson, fondateur de l'école écossaise de philosophie morale, distinguait deux types d'instincts qui guident la conduite de l'homme : d'une part les instincts égoïstes qui poussent à la jouissance individuelle, développent l'esprit de concurrence et de conquête ; d'autre part les instincts altruistes, le « sens moral inné » de l'homme, qui lui permettent de vivre en société et favorisent la coopération.

Adam Smith développe cette idée dans sa « Théorie des sentiments moraux » (1759). Il établit alors une distinction entre l'économie et la morale. L'égoïsme domine la sphère économique tandis que la vie sociale est conduite par « la sphère des sentiments moraux » qui comprend l'altruisme, le respect de principes collectivement acceptés... Il applique ensuite cette idée à l'économie dans « la richesse des Nations » en affirmant que l'économie peut être étudiée en prenant pour point de départ les comportements d'individus (« homo œconomicus ») reliés par des contrats mais poussés par leurs seuls intérêts individuels.

Trente ans plus tard Jean-Baptiste Say invente « l'utilité ». L'utilité d'un bien n'est pas définie en fonction de son caractère nécessaire ou superflu, moral ou immoral. Est « utile » tout ce qui répond à la satisfaction d'un désir. Le prix est ensuite défini en fonction de l'utilité. Quelque chose dont on a vraiment envie, a beaucoup de valeur. Un médicament qui peut être utilisé pour soigner ou pour tuer, a la même valeur dans les deux cas, la même utilité. Avec ce concept, **voilà l'économie qui devient indépendante de la morale.**

Le capitalisme à la conquête de la planète

Deux cents ans après, le 9 novembre 1989, tombe le mur de Berlin. Avec le communisme, meurt la dernière idéologie alternative au capitalisme libéral. L'Histoire a montré que le féodalisme ne marchait pas, le communisme non plus... seul reste en lice le capitalisme ! Il est présenté comme le seul système crédible de production de richesses et c'est pour ça que tous les pauvres de la planète tentent de s'y adapter.

En tout état de cause, les entreprises, les grandes multinationales ont, quant à elles, bien profité de ce capitalisme. Elles ont débordé du cadre de leur pays d'origine, elles se sont affranchies de la tutelle des nations et donc des peuples, elles sont devenues plus riches et plus puissantes que certains Etats. Quelques chiffres sont, à cet égard, plus significatifs qu'un long discours.

- Avec près de 50 milliards de dollars, Bill Gates, le fondateur de Microsoft, est l'homme le plus riche du monde. Pendant ce temps, près de la moitié de l'humanité doit vivre avec moins de 2 dollars par jour !
- Avec 50 milliards de dollars on pourrait nourrir pendant un an toutes les personnes qui ont faim dans le monde...
- 50 milliards de dollars, c'est deux fois la richesse des 10 pays les plus pauvres. Voilà donc 179 millions de personnes dont le revenu annuel commun représente tout juste la moitié de la fortune de Bill Gates !
- Le revenu annuel des 2,5 milliards les plus pauvres est équivalent à la fortune des 200 personnes les plus riches de la planète.

Pensons par nous même ! De quel côté a-t-on le plus de chance de se retrouver ? Certains disent qu'on ne peut comparer un revenu annuel à la fortune, patrimoine accumulé durant de nombreuses années... Mais ceux-là ne

cherchent ils pas en fait à justifier cette inégalité ? Ne se placent ils pas implicitement dans le camp des 200 personnes les plus riches du monde ? Pourtant, si nous n'avons pratiquement aucune chance d'entrer dans ce club très fermé, il est possible que nous comptions un jour parmi les plus pauvres... Face à de telles inégalités comment devons nous réagir ? Dans quel camp devons nous nous situer ?

Quand un homme seul est plus riche que plusieurs pays, **l'économie se libère du politique**. Le peuple, dans les démocraties au moins, contrôle l'Etat mais il ne contrôle plus ni l'argent ni le capital...

L'économie, nouvelle religion du XXI^{ème} s.

Une quinzaine d'années plus tard, les gens ont oublié que pourraient surgir des systèmes économiques différents du capitalisme. En 2003, le G8 – ensemble des 8 pays les plus riches de la planète – se présente par le texte suivant :

« Le G8 ne se réfère à aucune idéologie, les pays du G8 sont unis autour de certaines valeurs universelles : la démocratie, le respect des droits de l'homme et l'économie de marché ».

Ainsi, l'économie de marché est devenue une valeur universelle au même titre que la dignité de la personne humaine. Aussi indiscutable que les mathématiques ! La loi du marché, comme la loi de la gravitation est une loi naturelle, inéluctable, personne ne peut y échapper. Dès lors, les « exigences » de l'économie, la « réalité » de l'économie, surpassent toutes les autres considérations qu'elles soient environnementales ou sociales. Le marché devient notre **nouvelle religion**.

Les hommes doivent s'adapter à la « réalité » économique. Cette « réalité » s'accommode de toutes les injustices et de tous les abus. Parle-t-on d'injustice quand notre ville est détruite par une catastrophe naturelle ? Remet-on en cause la loi de la gravitation quand un parachutiste a un accident et s'écrase en arrivant au sol ?

De même, toutes les critiques qu'on peut adresser à l'économie capitaliste, libérale, toutes les propositions alternatives, sont *a priori* irréalistes. Contester le caractère inéluctable de certaines évolutions économiques, de certaines « réalités » économiques serait aussi ridicule que défendre l'idée que la terre est plate.

Compétition et coopération

Pourtant la théorie économique n'est pas sans fondement scientifique. Elle repose sur des hypothèses de départ, des conditions d'application qui doivent être vérifiées.

Or, dans la théorie néoclassique (actuellement dominante), ces hypothèses de départ sont très restrictives. Le marché aboutit à la situation idéale si et seulement si : l'information est parfaite ; la concurrence est parfaite ; la circulation des biens, des capitaux et des personnes est parfaite... Depuis un quart de siècle, des économistes montrent que ces conditions ne sont jamais remplies dans la réalité, pourtant les médias ou les institutions internationales (OCDE, OMC) continuent d'appuyer leurs discours sur la théorie d'un marché parfait et autorégulateur.

Apprenons à penser par nous-même, à construire nos théories d'après des faits. Quand on observe autour de nous on voit d'abord la Nature. Or, c'est vrai, la première force naturelle que l'on remarque est la **compétition**. Le fort mange le faible. Les espèces les plus adaptées et les plus adaptables survivent. Il est donc normal de s'inspirer de ce modèle pour construire notre système économique.

Cependant, un examen plus attentif nous aurait permis de découvrir une autre force fondamentale de la Nature, la **coopération**, que l'on retrouve à tous les niveaux : de l'infiniment petit jusqu'à l'infiniment grand, de l'infiniment simple jusqu'à l'infiniment complexe. La coopération a un coût par rapport à la compétition : il faut apprendre à travailler ensemble, il faut se mettre d'accord, il faut pouvoir compter les uns sur les autres. Ce coût là existe même en physique des particules : on l'appelle l'**énergie de liaison**. Cette énergie explique que, paradoxalement, la masse d'un ensemble de particules soit plus petite que la somme des masses de ses composants. Une fraction de la masse globale a été utilisée, brûlée pour cimenter l'ensemble.

Cette énergie de liaison nous permet de passer au stade de complexité, au stade de diversité supérieur. Dans l'Univers, il n'existe que 4 forces fondamentales et 12 particules élémentaires, dont 4 seulement sont les constituants de la matière ordinaire. Ces quatre particules « ordinaires » forment une centaine d'atomes, des milliers de molécules, des millions de forme de vie et tout ce que l'on peut rencontrer dans l'Univers, depuis le grain de sable jusqu'aux galaxies !

Les particules élémentaires sont pratiquement indestructibles : celles qui nous composent existent depuis le début de l'univers et ne mourront pas avec nous... « Nous sommes de la poussière d'étoile », disait le physicien Hubert Reeves. La coopération, l'organisation introduit une certaine fragilité, mais quelle richesse dans les possibilités de l'homme, sans commune mesure avec celle d'une bactérie ou d'une particule ! La fragilité est le prix de la complexité, de la vie et de l'intelligence.

De même, la coopération doit trouver sa place en économie : on ne peut simplement maximiser son profit sans se préoccuper des autres et notamment des plus fragiles. La différence entre les sociétés humaines et les sociétés animales se mesure justement à leur capacité à prendre soin des plus faibles.

Profit, production et répartition des richesses

Revenons sur cette notion de profit, différence entre les recettes et les dépenses d'une entreprise.

Le profit c'est ce qui reste une fois qu'on a tout payé.

Par conséquent, une entreprise peut survivre avec un profit nul. Imaginons que, dans la plomberie, les prix soient à un tel niveau que les plombiers réalisent encore un profit strictement positif. Un nouveau plombier arrivera qui fera des prix plus bas : c'est un problème d'actualité dans l'Union Européenne... Finalement, que va-t-il se passer : les prix du marché baisseront jusqu'à ce que tous les plombiers réalisent un profit nul. **Sur le long terme, le profit tend vers zéro !**

Par ailleurs, **si le profit c'est ce qui reste une fois qu'on a tout payé, alors à quoi, à qui sert-il ?** Pour beaucoup d'économistes, la réponse à cette question n'a que peu d'importance : maximisons d'abord le profit et après on verra ! Plus le gâteau est gros, plus la part de chacun devrait être importante. Les économistes ne se préoccupent que de la production des richesses mais renvoient aux politiques la question de la justice sociale, i.e. de la redistribution des richesses. Un tel raisonnement serait acceptable si la redistribution des richesses ne coûtait rien... Seulement ce n'est pas le cas : les organismes redistribuant la richesse collective (Etat, sécurité sociale, caisses d'assurances et de retraites, ONG...) doivent financer leurs frais de fonctionnement¹

En conséquence production et répartition des richesses sont liées. On ne peut bâtir un système de production de richesse sans réfléchir à la répartition de cette richesse. En France on se plaint de payer beaucoup d'impôts... mais l'important est de savoir à quoi ils sont utilisés ! Nous avons en France un système de santé gratuit, un système d'éducation gratuit, un système et une technologie de transport en commun qui s'étend dans toute l'Europe et dans le monde, un système de retraite, des logements sociaux... A quoi est-on prêt à renoncer pour nous et nos enfants en échange d'une baisse d'impôts ? Accepterions nous de vivre dans un pays où l'éducation et la santé seraient les privilèges d'une minorité aisée. Que penser d'une société qui ne peut pas garantir l'éducation de tous ses enfants ? Elle coupe la branche sur laquelle elle est assise !

Un monde d'inégalités

La question de la répartition des richesses se pose de façon beaucoup plus aiguë au niveau mondial. **852 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde² et pendant ce temps, les riches jettent de la nourriture.** Pour les nourrir pendant un an, il suffirait de 50 milliards de dollars ... soit ce que la planète dépense en 36 jours pour la publicité ou en 15 jours pour l'armement !

Le problème n'est donc pas de produire suffisamment pour tous, mais de répartir plus justement nos richesses. La FAO, évalue à 500 milliards de dollar la perte de productivité des gens qui ont faim : ils ont faim, ils travaillent mal, ils sont pas éduqués, ils sont malades. Investir un dollar maintenant dans la lutte contre la faim c'est en gagner 10 dans les années à venir !

Depuis l'an 2000, les questions de développement et de répartition des richesses, sont au cœur des négociations commerciales à l'OMC. Les Etats-Unis et l'Europe sont montrés du doigt pour leurs subventions agricoles, « concurrence déloyale » pour les paysans du tiers-monde. Tous les modèles économiques montrent que la libéralisation complète des marchés mondiaux agricoles (suppression des subventions et des droits de douanes) serait globalement bénéfique... (Ce qui n'a rien d'étonnant puisque ce résultat est généralement contenu dans les hypothèses de ces modèles !) Mais généralement, ces modèles ne disent rien de la répartition de ce gain global entre les pays ou les secteurs...

Aucune chance pour que cette mondialisation agricole profite aux paysans pauvres du Niger ou du Burkina qui n'ont aucun accès aux marchés internationaux, ni même parfois aux marchés nationaux puisqu'ils pratiquent pour une grande part une agriculture de subsistance : ils mangent ce qu'ils produisent. La libéralisation profitera-t-elle plutôt aux agriculteurs occidentaux, mieux organisés et mieux équipés pour affronter les marchés mondiaux ? Plus probablement, les gains de la libéralisation reviendront pour finir à quelques grands groupes industriels qui produisent les engrais, les semences, les équipements...

Mais admettons que les gains théoriques de la libéralisation, estimés par les institutions internationales (OMC, OCDE, Banque Mondiale...) soient équitablement répartis... Alors, en divisant ce gain par le nombre de personne vivant de l'agriculture, les paysans et leurs familles, on obtient quelques centimes par jour et par personne ! Pendant ce temps, à Genève, les conférences de l'OMC nous coûtent environ 350.000 \$ par jour³...

Plutôt que d'ériger la libéralisation des marchés en principe absolu, pour lutter plus efficacement contre la pauvreté et la faim, il nous faut maintenant laisser les pauvres disposer de leur argent ! La dette des pays du Tiers-Monde a

¹ Ces frais de fonctionnement peuvent atteindre 30 à 70% dans certaines ONG !

² C'est un chiffre en augmentation bien que l'objectif du millénaire soit de le diviser par deux d'ici 2015.

³ Calcul basé sur le budget 2005 de l'OMC (168,7 millions de francs suisses) et un taux de change de 0,76 \$ pour 1 FS.

déjà été payée plusieurs fois ! A cause des intérêts exigés par leurs créanciers, pour un dollar dû il y a 20 ans, les pays pauvres en ont déjà remboursé 7 en doivent encore 4 ! Nous, les riches, nous n'avons pas besoin de ces 4 dollars ! Laissons-leur pour qu'ils puissent construire des écoles, des hôpitaux, des infrastructures ; pour qu'ils puissent enfin prendre leur destin en main, produire des richesses, et **devenir des partenaires commerciaux solvables**. C'est dans notre intérêt commun.

Le monde de la finance

Stiglitz, prix Nobel d'économie, ex-économiste en chef de la Banque Mondiale, évoque⁴ les capitaux spéculatifs, ces capitaux à court terme, très volatils, qui parcourent le monde à la recherche d'un profit immédiat maximum, en pariant par exemple sur les taux de change ou en spéculant sur les matières premières. Ces capitaux fuient un pays dès la première difficulté. Il est donc évident qu'ils ne participent pas à la construction de l'économie : on ne peut compter sur eux pour des investissements à long terme indispensables pour développer l'économie et créer des emplois. Pour qu'un pays pauvre puisse se développer, il faut le protéger de ces capitaux volatils. Mais le FMI et la Banque Mondiale sont, selon Stiglitz, des « fanatiques du marché » : or la « loi du marché » prône la libre circulation de tous les capitaux, y compris des capitaux à court terme...

En revanche, le « fanatisme » du FMI ne l'aveugle pas au point de ne pas défendre ses intérêts : il ne prête qu'aux pays dont la situation économique est saine... selon l'adage : les banques ne prêtent qu'aux riches ! Le FMI ne prête pas aux pays qui ne disposent que de capitaux à court terme, volatils... Mais il incite ces pays à garantir ces capitaux avec leur réserve de devises.

Concrètement, lorsqu'une banque américaine ou occidentale prête 100 millions de dollars (avec 18% d'intérêts) à une entreprise du Tiers-monde, souvent contrôlée par des capitaux occidentaux, le pays d'implantation, pour se plier aux règles du FMI se voit obligé de mettre 100 millions de dollars dans ses réserves. Pour constituer ces réserves, le pays doit investir dans des valeurs « sûres », par exemple les bons du Trésor américain, rémunérés à 4%... Bref, le pays emprunte 100 M\$ aux Etats-Unis à 18% et leur prête la même somme à 4%... et les Etats-Unis font, sans risque, un bénéfice de 14%, soit 14 M\$...

14 millions de dollars en moins à consacrer au développement du pays en question...

De tels exemples montrent l'importance cruciale de la question de la destination du profit et de la répartition des richesses.

Comment définir, puis atteindre, une « juste répartition des richesses ? Apprenons à penser par nous-même ! N'abandonnons pas la conduite de nos vies aux mains des « experts », mais tentons d'inventer autre chose ! Des modèles sociaux alternatifs ont été expérimentés à plusieurs reprises, à différentes époques, à différentes échelles. En voici trois exemples.

Le commerce équitable.

Dans une filière commerciale traditionnelle, la grande distribution, en aval, est en position de force et concentre généralement l'essentiel de la valeur ajoutée. Elle dicte ses conditions à l'amont de la filière comme le FMI est en position de dicter ses conditions aux pays pauvres pour qui ses prêts sont une nécessité vitale.

L'objectif du commerce équitable, est de replacer l'homme au cœur de nos relations commerciales, d'offrir à chaque producteur un prix juste pour son travail, de répartir plus équitablement la valeur ajoutée tout au long de la filière par une coopération de tous les acteurs. Le commerce équitable garantit un prix minimum aux producteurs car il ne peut y avoir de développement, d'investissements, sans une certaine durabilité de la relation commerciale qui assure une stabilité des revenus et des débouchés. Le cycle de vie d'un plant de café dure de nombreuses années... On ne peut pas investir dans une plantation en se basant sur un prix de 100 \$ la livre sans savoir si le prix ne va pas chuter à 50 \$ l'année suivante...

On cherche un prix juste : en période favorable, le prix équitable augmente avec le prix du marché. Mais en cas de crise, il existe un prix garanti, un prix minimum sur lequel le producteur peut compter. Pratiquer ce prix équitable n'est pas faire la charité : c'est d'une part justice pour le producteur, qui doit pouvoir vivre de son travail, c'est d'autre part dans l'intérêt bien compris du commerçant qui sécurise ainsi ses approvisionnement, en quantité comme en qualité.

Au delà de ce prix « juste », les commerçants « équitables » offrent aux producteurs une prime de développement, investie dans les infrastructures du village, l'éducation, la santé, l'organisation des capacités de production et de la filière. Cette prime permet aux producteurs d'améliorer leurs conditions de travail, et donc, à terme, leur productivité. C'est un cercle vertueux. Les producteurs ne sont pas maintenus dans la dépendance des commerçants mais sont rendus capables de prendre en main leur propre développement.

Le commerce équitable représente à peine 1% du commerce mondial, mais il se maintient, voire se développe... comme un défi à la pensée unique.

4 Dans son ouvrage intitulé « La Grande désillusion ».

La république des Guaranis

Au moment de la découverte et de la conquête de l'Amérique Latine par les Espagnols, accompagnés par les missionnaires jésuites, les Guaranis, Indiens du Paraguay actuel, vivaient en petites tribus indépendantes, semi-nomades. Ils avaient peu de contacts avec les autres tribus, seulement pour la guerre ou le troc. Ils vivaient de la chasse et d'une agriculture rudimentaire. Ils défrichaient, cultivaient une saison, puis partaient ailleurs. Ils vivaient tous ensemble dans des grandes maisons communes. Ils fabriquaient juste ce dont ils avaient besoin. Ils n'avaient pour ainsi dire ni art, ni artisanat : leur territoire est très pauvre en minéraux.

Les Indiens étaient soumis par les espagnols à un très dur esclavage et les jésuites, qui peinaient à annoncer l'Évangile aux esclaves de ceux qui se disaient chrétiens, se sont fixés comme première mission, la défense de la liberté des Indiens qui vivaient dans leurs missions.

Ils ont ensuite organisé ces missions au niveau politique, économique et social, développant l'agriculture, l'architecture, l'éducation, la santé, introduisant de nouveaux outils, de nouvelles technologies. Outre l'Évangile, ils apportaient la prospérité et la liberté aux Indiens dans leurs villages. Le succès fut tel que des tribus sauvages rejoignaient les missions jésuites. Le territoire de cette nouvelle « république » s'est étendu très rapidement, jusqu'à couvrir l'équivalent des trois-quarts de la France, avec des villages de 5000 à 30 000 habitants⁵.

Chaque village, autonome dans la gestion de ses affaires quotidiennes, était administré par un conseil municipal élu par le peuple pour un an. Il n'y avait pas vraiment de classe politique, car les élus continuaient de travailler pendant cette année et, n'étant généralement pas réélus l'année suivante, ils retrouvaient leurs occupations à l'issue de leur mandat. Les dirigeants étaient choisis pour leur talent et l'estime dont ils jouissaient parmi la population. Ces villages autonomes étaient réunis en une grande confédération.

Les Guaranis ne connaissaient pas la propriété privée. Ils étaient très jaloux de leur liberté mais avaient un grand sens du bien commun. Le sol, les bâtiments, les outils, tout les moyens de production étaient mis en commun, chacun prenant sa part du travail en fonction de ses talents et de ses capacités. Les Guaranis n'étaient pas « exploités » dans le sens où ils pouvaient profiter des fruits de leur travail. Ainsi, naturellement, ils avaient le goût du travail bien fait. Ils étaient très habiles de leurs mains et pouvaient reproduire toutes sortes d'objets (horloge, dentelles...) : leurs produits furent exportés jusqu'en Europe !

La richesse produite par tous était ensuite répartie **en fonction des besoins de chacun**. La communauté prenait en charge tous ses membres : tout le monde avait un logement, de quoi se vêtir et se nourrir. Il n'y avait pas de mendiants, ni d'indigents ! Une fois satisfaits les besoins vitaux de chacun, il restait encore des choses à partager... Avec ce surplus, la communauté finançait des activités non rentables à court terme : création de nouvelles activités ; construction d'une route, d'une école ; indemnisation des professeurs, des employés communaux...

Les Guaranis n'avaient pas de monnaie : les jésuites ont introduit le peso, non comme monnaie mais simplement comme unité de compte, pour inventorier les stocks communaux et faciliter les échanges. Sans monnaie, pas d'inflation, pas de dévaluation, pas de spéculation... Pas de commerce, ni d'intermédiaires pour capter une part des richesses produites et multiplier le prix à la consommation finale.

Sans propriété privée, pas d'héritage pour les enfants disaient les détracteurs des jésuites... Evidemment, le patrimoine individuel était limité : quelques outils, quelques souvenirs... Mais les enfants guaranis héritaient d'une république prospère sur tous les plans. La sécurité de chacun n'était pas assurée par le patrimoine individuel mais par la solidarité collective. Les faibles, les vieux, les orphelins, les malades étaient pris en charge par la communauté. Quand un village était frappé par la famine ou une épidémie, les autres villages le soutenaient. La cohésion sociale diminuait l'insécurité et la délinquance : la peine de mort n'existait pas...

À l'époque, les puissances européennes de l'époque n'étaient pas aussi développées : en proie à la pauvreté, l'insécurité, la maladie, les inégalités, la tyrannie des dirigeants... Même sur le plan militaire, l'organisation et la puissance de l'armée guaranie en faisait un adversaire redoutable pour les armées coloniales.

La prospérité et la puissance de la république guaranie a fini par susciter la jalousie, la peur et la convoitise des autorités coloniales. Les colons, puis le roi d'Espagne, se sont dressés contre les Guaranis pour récupérer leur richesse : ils pensaient que pour être aussi prospères, ils devaient avoir de l'or sur leurs terres... Lorsque le roi et leur supérieur général (espagnol) ont demandé aux jésuites de partir, ils ont obéi...

Malheureusement, alors que les jésuites avaient donné aux Indiens les moyens de prendre leur destin en main au niveau de chaque village, ils ont gardé pour eux le gouvernement général de la Confédération. De même, ils n'ont pas ordonné un seul prêtre guarani en 150 ans, malgré la foi fervente des indiens. Quel poids avaient les préjugés de l'époque, même sur des hommes qui ont vécu 150 ans parmi les indiens et qui les tenaient en haute estime !

Ainsi, quand les Jésuites sont partis, la Confédération s'est trouvée décapitée et les villages, isolés les uns des autres, n'ont pu se défendre contre les Portugais et Espagnols. Bien entendu, ceux-ci n'ont pas trouvé d'or, mais leur avidité a détruit la richesse des guaranis.

⁵ Par comparaison, 100 ans après l'arrivée des jésuites, Buenos Aires, la capitale des autorités coloniales espagnoles ne comptait pour sa part que 5000 habitants.

L'économie de communion

Voici 15 ans, lors d'un voyage au Brésil, Chiara Lubich, fondatrice du mouvement des Focolari, a été frappée par les inégalités spectaculaires, caractéristiques de ce pays. Convaincue que, dans un pays aussi riche, il était possible de donner aux pauvres les moyens de s'en sortir par eux-mêmes, elle a lancé le mouvement de l'économie de communion. Le principe est le suivant : les chefs d'entreprises volontaires sont invités à partager leurs bénéfices en trois :

- une part pour réinvestir dans l'entreprise,
- une part pour partager avec les plus pauvres et les aider à créer leur propre activité,
- et une part pour aider à diffuser ce mouvement de l'économie de communion par des conférences, des sessions de formation, des livres...

Très vite, ce mouvement s'est répandu à travers le monde, montrant la force et la fécondité de la solidarité et de la coopération. On se dit souvent qu'il est illusoire de vouloir changer le monde. C'est vrai : on ne peut y arriver seul. En revanche, on peut commencer par changer notre environnement immédiat. Ainsi chaque personne aidée par l'économie de communion entre à son tour dans une dynamique de partage et soutient à son tour d'autres projets. De proche en proche, ce mouvement se propage, comme un grand feu.

Une théorie économique marchant sur ses deux pieds

Un proverbe dit : « l'union fait la force »... c'est valable aussi en économie ! Nous devons réintroduire la force de coopération dans notre société, dans notre économie. C'est elle qui nous permettra de réaliser ensemble, des projets que nous ne pourrions mener à bien seuls. Ne nous résignons pas à l'impuissance : des petites initiatives peuvent changer la face du monde : si les jésuites avaient nommé seulement un prêtre guarani ou un indien à la tête de la fédération, il y aurait peut-être toujours une république guaranie...

Ne nous laissons pas impressionner par les chiffres ou les théories mathématiques que nous assèment les « experts ». Les chiffres et les mathématiques ne sont jamais que des outils au service d'un raisonnement humain. Les équations mathématiques sont une esquisse de la réalité. Elles permettent d'en dégager les principes directeurs, d'en démonter les mécanismes, de mettre en lumière les interactions entre phénomènes complexes. Comme un plan de maison nous permet de construire une maison, les équations mathématiques sont une boîte à outils grâce à laquelle nous pouvons démonter le système économique ou une stratégie d'entreprise : déconstruire pour mieux comprendre et reconstruire après.

En conséquence, rien ne nous empêche d'inventer un autre raisonnement et de le traduire en langage mathématique...

C'est ainsi que l'on peut transcrire en équations mathématiques une théorie économique qui serait fondée sur les deux forces fondamentales évoquées plus haut (la compétition et la coopération) ; une théorie qui remettrait l'homme au cœur de l'économie et reviendrait au sens premier du mot « concurrence » (courir avec) ; une théorie qui reflèterait plus fidèlement le comportement des acteurs de l'économie sociale qui, bien évidemment, n'ont pas comme unique objectif la maximisation égoïste de leur profit.

En mathématique, le comportement d'un acteur économique se traduit toujours par un problème d'optimisation : comment obtenir le meilleur gain avec le moins de coût possible. Mais rien ne nous oblige à choisir de maximiser un profit qui, nous l'avons vu, disparaît de toute façon à long terme.

Il serait logique de chercher plutôt à maximiser la richesse produite par l'entreprise. En langage économique, on parle de valeur ajoutée. Parmi les facteurs de production (le travail, le capital et, le cas échéant, la terre), distinguons :

- les facteurs de production « intérieurs », qui appartiennent à l'entreprise et à ses acteurs,
- des facteurs de production « extérieurs » qui ne lui appartiennent pas et qu'elle doit se procurer sur le marché.

Que va chercher à faire l'entreprise ? Payer, rémunérer au maximum ses facteurs de production intérieurs et obtenir les facteurs extérieurs au meilleur prix. La compétition règne à « l'extérieur » et la coopération à « l'intérieur » de l'entreprise. Toutes ces réflexions peuvent se traduire en équations.

Chaque entreprise alors, est libre de définir sa propre stratégie, autrement dit de fixer la frontière entre « l'intérieur » et « l'extérieur ».

EN VENTE SUR http://www.alterecodirect.com/boutique/categorie.asp?cat_id=257&menu=1